

Termes de références

Conception et préparation de la mise en œuvre d'un dispositif de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) Burkina Faso et Côte d'Ivoire

Avec l'appui de



1. Contexte général

Dans le cadre de l'appui apporté à quatre pays pour l'opérationnalisation de leurs politiques renouvelées de formation professionnelle, un processus d'identification et d'analyse des freins à l'opérationnalisation de la réforme de l'ETFP a été conduit en 2016 et début 2017 au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire impliquant l'ensemble des acteurs publics et privés de la formation professionnelle avec l'appui de l'IIPE-Pôle de Dakar. Il ressort de ces diagnostics un certain nombre de problématiques et de freins majeurs qui entravent la mise en œuvre des réformes de la formation technique et professionnelle dans ces deux pays. Sur la base des freins identifiés, un Programme de contribution à l'opérationnalisation des réformes (Procor) a été élaboré dans chacun des deux pays.

Pour le Burkina, il est constitué de deux plans d'actions sectoriels territorialisés (PASET) : le BTP dans la région Centre (Ouagadougou et environs) et l'agriculture dans la région de la Boucle du Mouhoun (Dédougou). Pour la Côte d'Ivoire, le Procor est consacré au secteur de l'agriculture à l'échelle nationale.

Parmi les objectifs ciblés dans le cadre de ces deux Procor, les acteurs du Burkina et de Côte d'Ivoire ont retenu la valorisation des parcours informels d'acquisition de compétences à travers le développement **de dispositifs de validation des Acquis de l'Expérience (VAE)**.

En Côte d'Ivoire, depuis 2014, le décret n°2014-320 portant organisation du Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle stipule la création de cadre réglementaire pour la validation des acquis de l'expérience.

Au Burkina Faso, les documents de politique de la formation professionnelle (FP) prévoient la validation :

- des formations non formelles, notamment l'apprentissage de type dual par un certificat de qualification professionnelle (CQP) ;
- des compétences acquises par les jeunes en situation de travail ou celles des professionnels qui les forment ;
- des formations modulaires dans le cadre de la formation initiale et continue.

C'est dans ce contexte que l'IIPE-Pôle de Dakar appuie :

- le Secrétariat d'Etat à l'Enseignement Technique et à la Formation Professionnelle (SE-ETFP) en Côte d'Ivoire à concevoir et expérimenter un dispositif de VAE avec comme champ d'application le secteur de l'agriculture
- le Ministère de la Jeunesse, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle (MJFIP) du Burkina à concevoir un dispositif de VAE et l'expérimenter dans les secteurs des BTP et de l'agriculture.

Cet accompagnement se fera en deux phases : une phase d'appui à la conception des dispositifs respectifs et une phase d'appui à leur lancement et à leur expérimentation si les conditions favorables à l'expérimentation sont réunies.

Les présents termes de référence concernent la première phase de conception des dispositifs.

L'IIPE-Pôle de Dakar cherche ainsi à mobiliser l'expertise de trois (3) consultants pour mener à bien cette première phase :

- a) un(e) consultant(e) international(e) pour la phase de conception dans les 2 pays

- b) un(e) consultant(e) national(e) juriste en Côte d'Ivoire
- c) un(e) consultant(e) national(e) juriste au Burkina Faso

La présente prestation comprend trois lots :

Lot 1 : conception de deux projets de dispositif de VAE, un par pays, dans leur composantes techniques (hors juridiques et réglementaires) et la préparation des conditions de leur mise en œuvre respectivement dans les deux pays ;

Lot 2 : élaboration d'un projet de textes juridiques et réglementaires transitoires nécessaires au lancement d'une expérimentation du nouveau dispositif de VAE (adaptation éventuelle de textes existants ou proposition d'un nouveau texte juridique et réglementaire transitoire).

Lot 3 : élaboration d'un projet de de textes juridiques et réglementaires transitoires nécessaire au lancement d'une expérimentation du nouveau dispositif de VAE (adaptation éventuelle de textes existants ou proposition d'un nouveau texte juridique et réglementaire transitoire).

2. Objectif de la consultance pour la première phase

L'objectif est d'accompagner les acteurs publics et privés de la FP dans les secteurs concernés en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso dans la conception d'un dispositif de VAE spécifique à chaque pays et dans la préparation des conditions de leur mise en œuvre.

Cette conception des dispositifs doit prendre en compte le cadre juridique et réglementaire de la FP des deux pays, quel que soit les départements ministériels impliqués.

3. Résultats attendus

Il est attendu que la consultance aboutisse plus spécifiquement à :

Pour le lot 1 :

Pour chacun des deux pays

- La définition consensuelle de la VAE ;
- la définition des finalités du dispositif ;
- La définition des publics cibles ;
- La définition des conditions d'accès à la VAE pour chaque public cible ;
- La conception du processus et la description des différentes étapes de mise en œuvre de la VAE en fonction de chaque public cible, notamment : information/sensibilisation et orientation, identification des compétences acquises pour une présélection des candidats, le perfectionnement professionnelle (formation complémentaire, éventuellement non obligatoire), l'évaluation, la certification, le suivi-évaluation, etc. ;
- La proposition de tous les outils et supports nécessaires aux différentes étapes : formulaires, guides, etc. ;
- La définition des acteurs à mobiliser et le rôle de chacun à chaque étape du processus ;
- La proposition de schémas de financement du processus de VAE en fonction de chaque public cible ;
- La proposition d'expérimentations (en lien avec l'agriculture en Côte d'Ivoire et les secteurs des BTP -région Centre- et de l'agriculture -région de la Boucle du Mouhoun – au Burkina). Le choix des expérimentations tiendra compte de l'existence des conditions les plus favorables telles que, par exemple, la disponibilité de référentiels métiers, référentiels de compétences, référentiels de certification, etc.

Pour le lot 2 :

- les grandes lignes des adaptations et des compléments du cadre juridique et réglementaire nécessaires à la mise en œuvre de la VAE ;

- des propositions de textes juridiques et réglementaires transitoires (arrêts ministériels, arrêts interministériels...) permettant la mise en œuvre d'une expérimentation dans le secteur de l'agriculture en Côte d'Ivoire.

Pour le lot 3 :

- les grandes lignes des adaptations et des compléments du cadre juridique et réglementaire nécessaires à la mise en œuvre la VAE ;
- des propositions de textes juridiques et réglementaires transitoires (arrêts ministériels, arrêts interministériels...) permettant la mise en œuvre d'une expérimentation de la VAE dans les secteurs de l'agriculture et des BTP au Burkina Faso.

4. Méthodologie de travail

Pour cette première mission de conception et de préparation à la mise en œuvre de dispositifs de VAE respectivement en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso, le/la consultant(e) international(e) s'inspirera du travail réalisé en Mauritanie avec l'appui de l'IIPE-Pôle de Dakar.

Le lot 1 comprend 5 étapes :

Etape 1 : travail à distance, sur la base de son expérience, de sa connaissance du contexte subsaharien et de recherches documentaires complémentaires sur les expériences internationales en matière de VAE d'une part et, d'autre part, sur l'analyse des systèmes ivoirien et burkinabé de formation professionnelle, le/la consultant(e) international(e) préparera, pour chacun des deux pays, des pistes de travail et des éléments de contenu relatifs aux différents résultats attendus mentionnés au point 3 ;

Etape 2 : le/la consultant(e) international(e) effectuera deux missions, une à Abidjan et une à Ouagadougou, pour mener des échanges et des entrevues avec les acteurs publics et privés concernés sur les pistes de travail (résultats de l'étape 1) afin de recueillir leurs avis et suggestions en vue d'aboutir à des contenus pertinents, compréhensibles et réalistes sur les résultats attendus.

Etape 3 : travail à distance. Sur la base des résultats des étapes précédentes, le/la consultant(e) international(e) élaborera un **rapport préliminaire technique spécifique à chaque pays**, synthétisant les points de vue des acteurs rencontrés, les références à l'échelle international et les analyses du consultant(e) lui-même/elle-même sur les résultats attendus.

Ainsi, chaque rapport présentera un avant-projet de dispositif de VAE incluant l'ensemble de ses éléments constitutifs comme mentionné dans les résultats attendus et toute autre suggestion jugée utile. Ce rapport mentionnera également, pour chaque résultat attendu, les questions auxquelles il faudra apporter des réponses lors de l'atelier national qui sera organisé à l'étape 4. L'avant-projet du dispositif de VAE servira d'input pour préparer et animer cet atelier national.

Le/la consultant(e) international(e) proposera un projet de Termes de Références pour l'organisation de l'atelier national spécifique à chaque pays prévu à l'étape 4. Il (elle) proposera, à titre indicatif, une liste de personnes (pour chaque pays) ayant les profils les plus adéquats pour participer à cet atelier. Les listes proposées ainsi que les TDR doivent être stabilisés avec le point focal de chaque pays et l'IIPE-Pôle de Dakar.

Etape 4 : une semaine de travail dans chacun des deux pays pour organiser un atelier national et travailler sur les outils et supports pour la mise en œuvre opérationnelle :

Organisation et animation d'un atelier de 2 jours dans chacun des deux pays : chaque atelier réunira des acteurs de la formation professionnelle et des secteurs économiques retenus (agriculture/RCI et agriculture et BTP / Burkina). Le rapport technique préliminaire produit à l'étape 3 constitue le principal input.

A la lumière des résultats des étapes précédentes, les deux ateliers nationaux auront pour objectif de mettre en commun le contenu des différentes composantes proposées, de poursuivre les concertations et de débattre, en plénière et/ou en groupes de travail, des éléments éventuellement litigieux ou à clarifier en vue d'aboutir à des projets de dispositif de VAE consensuels.

Le/la consultant(e) national(e) juriste de chaque pays participera à l'atelier de son pays pour vérifier avec les acteurs concernés tous les aspects juridiques et réglementaires nécessaires à l'expérimentation du dispositif de VAE, en cohérence avec les lois et règlements du pays, du secteur économique concerné et du sous-secteur de la FTP.

Conception des outils et supports opérationnels de la VAE : à la suite de chacun des ateliers, le/la consultant(e) international(e) dispose de deux jours pour poursuivre le travail avec les acteurs identifiés comme pilotes de chacune des étapes du processus de VAE pour l'élaboration des outils et supports nécessaires aux différentes étapes de la VAE (formulaires, guides, etc.).

Parallèlement, chaque consultant(e) national(e) juriste procèdera à l'exploitation des résultats de l'atelier de son pays pour produire les propositions juridiques et réglementaires transitoires (si nécessaires) à l'expérimentation du dispositif de VAE.

Etape 5 : pour le/la consultant(e) international(e) devra produire le rapport final spécifique à chaque pays et tenant compte des conclusions des ateliers.

En plus du dispositif de VAE (processus, étapes, acteurs, outils et supports), le rapport comportera également une partie sur les propositions concrètes d'expérimentation du dispositif dans le secteur de l'agriculture en Côte d'Ivoire et dans les secteurs du BTP et de l'agriculture au Burkina Faso et une partie sur les propositions juridiques et réglementaires transitoires nécessaires à la l'expérimentation du dispositif de VAE.

Quant aux consultant(e)s nationaux(les) juristes, ils consacreront l'étape 5 au développement de textes juridiques et réglementaires transitoires nécessaires à l'expérimentation de la VAE et les transmettront au consultant international. Ces textes doivent s'appuyer sur les orientations dégagées lors des ateliers nationaux et sur les différents textes juridiques et réglementaires existants du pays.

Les propositions seront présentées dans un aide-mémoire au consultant international afin de les intégrer dans le rapport final

Les aspects organisationnels et logistiques des ateliers (contact des structures à rencontrer, agenda des rencontres...) seront gérés par le point focal Procor/Pefop de chaque pays en coordination avec l'IIPE-Pôle de Dakar ;

5. Durée estimée et calendrier indicatif de l'étude

	RCI		BF		Contenu des étapes	Dates indicatives
Etapes	Consultant International	Consultant National	Consultant international	Consultant national		
Etape 1	5h/j	0	5h/j	0	Travail à distance pour élaborer les pistes de travail et les éléments de contenu du projet de dispositif valable pour les 2 pays	RCI : du 30 oct au 03 nov BF : 13 au 17 novembre
Etape 2	5h/j	0	5h/j	0	Consultant international en mission dans les 2 pays : entretiens avec les acteurs publics et privés centraux de chaque pays	RCI : du 06 au 11 novembre BF : 20 au 24 novembre
Etape 3	10h/j	0	10h/j	0	Travail à distance pour la production du rapport préliminaire de chaque pays	RCI : 27 nov au 8 déc BF : 2 au 13 janvier 2018
Etape 4	5h/j	5h/j	5h/j	5h/j	Consultant international en mission dans les 2 pays : 1j finalisation préparation 2j atelier VAE 2j travail sur outils et supports Consultants nationaux : 1j participation à la finalisation préparation 2j atelier VAE 2j Travail sur contenu projet de textes transitoires	RCI : 18 au 22 décembre BF : du 22 au 26 janvier
Etape 5	5h/j	5h/j	5h/j	5h/j	Travail à distance Production d'aide-mémoire pour les consultants nationaux Production rapport final pour le consultant international	RCI : C. nat jur : du 2 au 06 janvier C. Inter : du 29 jan au 02 février BF : C. nat jur : du 29 jan au 02 février 2018 C. Inter : du 12 au 16 février 2018
Total	30h/j	10h/j	30h/j	10h/j		

Il est attendu que la mission se déroule durant la période novembre 2017 à février 2018, avec un démarrage souhaité début novembre et l'organisation des ateliers nationaux vers la fin décembre 2017 en Côte d'Ivoire et vers fin janvier 2018 au Burkina Faso. Néanmoins ces dates sont susceptibles d'être légèrement modifiées au moment de l'exécution

6. Livrables

Pour le/la consultant(e) international(e) :

- A la fin de l'étape 1 : un draft (style télégraphique et non narratif) portant sur les **pistes de travail et éléments de contenu** relatifs aux différents résultats attendus du Lot 1 ;
- A la fin de l'étape 3 : un **rapport préliminaire technique/pays** portant sur tous les éléments de contenu relatifs aux résultats attendus (hors dimensions juridiques et réglementaires) à présenter comme input à l'atelier national de finalisation ;
- A la fin de l'étape 5 :
 - ✓ un **rapport final** complet et détaillé, **pour chaque pays**, portant sur tous les éléments de contenu relatifs aux résultats attendus, composant le projet de dispositif de VAE et intégrant les propositions juridiques et réglementaires du consultant national.
 - ✓ une **proposition d'expérimentation de la VAE** réalisable en lien avec chacun des secteurs concernés (l'agriculture en Côte d'Ivoire ; le BTP et l'agriculture au Burkina Faso).

Pour les consultants nationaux juristes (Côte d'Ivoire et Burkina Faso) :

- A la fin de l'étape 5 : un **aide-mémoire présentant les propositions de textes juridiques et réglementaires transitoires**, permettant la mise en œuvre de l'expérimentation du dispositif de VAE dans le secteur de l'agriculture pour la Côte d'Ivoire et dans les secteurs de l'agriculture (région Boucle du Mouhoun) et des BTP (région Centre) pour le Burkina, en cohérence avec les lois et règlements de leurs pays respectifs.

7. Profil des consultants :

7.1 Consultant 1 : consultant(e) international(e)

Il/elle doit avoir des expériences avérées en matière de :

- conception et développement de dispositifs de Validation des Acquis de l'Expérience ;
- mise en œuvre de l'approche par les compétences (APC) ;
- développement d'outils et de supports de mise en place des dispositifs de VAE ;

Il/elle doit également avoir une bonne connaissance du mode de fonctionnement des dispositifs de formation et de certification, notamment en lien avec les parcours informels d'acquisition de compétences ;

7.2 Consultant(e)s nationaux(le) juristes

Ils/elles doivent avoir une bonne connaissance :

- du secteur de l'éducation et de la formation technique et professionnelle dans leurs pays respectifs ;
- de la réglementation des dispositifs éducatifs et de formation ;
- de la juridiction relative aux processus de certification et d'évaluation dans les dispositifs de formation ;

Une connaissance du travail sur les parcours informels de formation et une connaissance des contextes des pays de l'Afrique subsaharienne constitueront des atouts.

8. Critères de sélection et rémunération des consultants

Le/la consultant(e) international(e) doit avoir :

- Niveau d'étude : minimum Master/DESS/DEA ou équivalent ;
- Nombre d'années d'expérience pertinente dans le champ de l'étude : minimum de 10 ans ;
- La pertinence de la note de compréhension de la mission que le consultant remettra à l'IIPE-Pôle de Dakar dans son offre technique

Les consultant(e)s nationaux(les) juristes doivent avoir :

- Niveau d'étude : minimum maîtrise ou équivalent ;
- Nombre d'années d'expérience pertinente dans le champ de la mission les concernant : minimum de 7 ans ;

Rémunérations :

Pour un consultant international, le taux journalier des honoraires est plafonné à 400 dollars E.U./jour.

Pour la rémunération des consultants nationaux :

Le taux journalier des honoraires est fixé entre 70 000 et 110 000 FCFA/J, selon le niveau d'étude et le nombre d'année d'expérience.

Les frais de déplacement (transport et per diem) du consultant international et des acteurs nationaux venant de la région de la Boucle de Mouhoun seront pris en charge par l'IIPE-Pôle de Dakar conformément aux taux en vigueur.

Les frais des ateliers seront pris en charge par l'IIPE-Pôle de Dakar.

9. Modalités de participation

Les candidats intéressés par cette mission doivent envoyer leur candidature et y inclure les renseignements suivants :

- Une courte lettre de motivation confirmant leur disponibilité à conduire une telle mission conformément au calendrier établi au point 6 de la partie A ;
- Un CV actualisé et présentant leur expérience et leur expertise pour mener à bien cette mission ;
- Une note synthétique précisant leur compréhension de la mission et leur démarche méthodologique.

Les candidatures doivent parvenir à l'UNESCO au plus tard le 20 octobre 2017.

Veuillez envoyer votre proposition à Mme Neloum Koumtingue (n.koumtingue@unesco.org).